

Document:-  
**A/CN.4/SR.1937**

**Compte rendu analytique de la 1937e séance**

sujet:  
**Autre sujets**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1985, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

dans son sens technique. En effet, techniquement parlant, un navire n'est pas un bateau et, dans le droit interne de certains pays, il est question, s'agissant des transports fluviaux et lacustres, de bateaux et non de navires. Comme une part considérable du commerce international se fait par transports fluviaux et lacustres, M. Balanda souhaiterait, ainsi qu'il l'a déjà déclaré au Comité de rédaction, que les règles applicables aux navires le soient, *mutatis mutandis*, aux bateaux. Il serait certainement possible d'indiquer quelque part que le mot « navire » s'entend également des bateaux.

48. M. OUCHAKOV croit qu'en français le mot navire, étant un terme générique, s'entend aussi des bateaux. Cela étant, il fait observer que les transports fluviaux sont régis non par le droit international général, mais par le droit interne des Etats en cause. Dans le sujet à l'étude, il s'agit seulement des navires de haute mer.

49. M. SUCHARITKUL (Rapporteur spécial) hésite à s'écarter du régime prévu dans le projet et à entrer inutilement dans des détails sur une question déjà traitée ailleurs.

50. M. LACLETA MUÑOZ, se référant au texte espagnol, propose de remplacer, à la quatrième phrase, les mots *puede no estar efectivamente utilizado* par *puede no ser efectivamente utilizado*, d'ajouter, à l'avant-dernière phrase, après les mots *está destinado*, les mots *el buque*, et enfin d'ajouter, à la dernière phrase, après le mot *fragata*, les mots *de guerra*.

*Il en est ainsi décidé.*

51. Le chef AKINJIDE estime que, compte tenu des particularités des diverses législations nationales, il y aurait peut-être lieu d'expliquer dans le commentaire que le terme « navires » englobe les bateaux.

52. M. FRANCIS suggère d'ajouter une note de bas de page expliquant que le terme « navires » englobe les navires autres que les navires de haute mer.

53. Sir Ian SINCLAIR considère qu'une telle note élargirait énormément la portée de l'article. Il propose plutôt de faire figurer, après la deuxième phrase du paragraphe 1 du commentaire, qui a déjà été adopté (1935<sup>e</sup> séance), la phrase suivante: « Dans le contexte, le terme « navire » doit être interprété comme s'appliquant aux bâtiments de mer de tous types, quelle que soit leur classification et même s'ils ne naviguent que partiellement en mer. »

*Il en est ainsi décidé.*

54. M. TOMUSCHAT fait observer que, si le terme « navire » devait s'étendre aux bateaux de navigation intérieure, le texte devrait être révisé puisque le paragraphe 1 du commentaire vise expressément le droit maritime. Cette question est très importante, en particulier pour les pays comme le sien, et il se demande si elle peut vraiment être exclue du champ d'application du projet.

55. Le PRÉSIDENT précise que la question du champ d'application du projet pourra être abordée en seconde lecture.

*Le paragraphe 12, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

*La séance est levée à 13 h 5.*

## 1937<sup>e</sup> SÉANCE

*Jeudi 25 juillet 1985, à 15 h 5*

*Président: M. Satya Pal JAGOTA*

*Présents: le chef Akinjide, M. Arangio-Ruiz, M. Balanda, M. Calero Rodrigues, M. Díaz González, M. El Rasheed Mohamed Ahmed, M. Flitan, M. Francis, M. Illueca, M. Koroma, M. Laclea Muñoz, M. Mahiou, M. McCaffrey, M. Ogiso, M. Ouchakov, M. Reuter, M. Riphagen, M. Roukounas, sir Ian Sinclair, M. Sucharitul, M. Thiam, M. Yankov.*

### Projet de rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-septième session (suite)

CHAPITRE V. – *Immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (fin)* [A/CN.4/L.389 et Add.1 à 3]

B. – *Projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (fin)* [A/CN.4/L.389/Add.2 et 3]

DEUXIÈME PARTIE (Texte et commentaire des articles 19 et 20 provisoirement adoptés par la Commission à sa trente-septième session) [fin] (A/CN.4/L.389/Add.3)

*Commentaire de l'article 19* (Navires en service commercial dont un Etat a la propriété ou l'exploitation) [fin]

Paragraphe 13

*Le paragraphe 13 est adopté.*

Paragraphe 14

1. Sir Ian SINCLAIR propose de remplacer, à la fin de la deuxième phrase, les mots « à la même flotte marchande » par « au même propriétaire », par souci d'uniformité avec le texte du paragraphe 4 du commentaire de l'article 19.

*Il en est ainsi décidé.*

2. M. OGISO propose de remplacer, dans la troisième phrase, les mots « le navire peut être libéré » par « le navire est libéré ». De plus, comme il est question des procédures d'exécution d'un privilège maritime ou de saisie d'un navire hypothéqué, il conviendrait d'ajouter les mots « ou autre » après *in admiralty*, à la quatrième phrase.

*Il en est ainsi décidé.*

3. M. BALANDA signale qu'il convient de remplacer « caution » par « cautionnement » dans la troisième phrase du texte français.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 14, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

Paragraphe 15

4. M. OUCHAKOV signale que dans la deuxième phrase, qui lui paraît exposer le point de vue qu'il a lui-même exprimé, il conviendrait de dire: « ... on voyait mal comment un bien tel qu'un navire ou une cargaison pouvait être la propriété d'un Etat et être utilisé par lui à des fins non gouvernementales ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 15, ainsi modifié, est adopté.*

## Paragraphe 16

5. M. SUCHARITKUL (Rapporteur spécial) signale qu'il faut ajouter les mots « commerciale ou non commerciale », après « pour toute cargaison », à la première phrase du paragraphe.

*Le paragraphe 16, ainsi modifié, est adopté.*

## Paragraphe 17

6. Le chef AKINJIDE fait observer qu'il convient de remplacer les mots « vaut preuve » par « vaudra preuve » à la fin de l'avant-dernière phrase, par souci d'uniformité avec le texte du paragraphe 7 de l'article 19.

*Il en est ainsi décidé.*

7. M. REUTER note que le paragraphe 7 de l'article 19 s'inspire étroitement de la Convention de Bruxelles de 1926, dont il a critiqué l'obscurité. Il tient donc à faire consigner au compte rendu que le texte français de l'article n'a pas exactement la même portée que le texte anglais: les expressions *shall serve as evidence* et « vaudra preuve » ne sont pas équivalentes. Il est toutefois trop tard pour toucher au texte de l'article 19 ou du commentaire.

*Le paragraphe 17, ainsi modifié, est adopté.*

*Le commentaire de l'article 19, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

## Commentaire de l'article 20 (Effet d'un accord d'arbitrage)

## Paragraphe 1

8. Sir Ian SINCLAIR propose de supprimer, à la fin de la deuxième phrase, les mots « et d'éviter qu'il ne puisse prêter inutilement à de fausses déductions » et de rédiger comme suit le début de la troisième phrase: « L'article part de l'idée de consentement tacite au pouvoir de supervision... ».

*Il en est ainsi décidé.*

9. M. LACLETA MUÑOZ dit que le texte espagnol de la troisième phrase est mal rédigé et devrait se lire comme suit: « ... *jurisdicción supervisora del tribunal de otro Estado que sea competente en el caso concreto...* ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 1, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

## Paragraphe 2

10. Sir Ian SINCLAIR propose de supprimer, dans le texte anglais, les mots *The scope of* au début de la première phrase du paragraphe et, dans la deuxième partie de la deuxième phrase, de remplacer le mot *are* par *were*, entre les mots *members* et *more predisposed*. Toujours dans la deuxième phrase, il convient de remplacer « à accepter cette exception si » par « à n'accepter cette exception que si ».

*Il en est ainsi décidé.*

11. M. RIPHAGEN se demande s'il est correct de donner à entendre, comme cela est fait dans la deuxième phrase du paragraphe, que les différends en matière d'investissements n'ont pas un caractère commercial.

12. M. SUCHARITKUL (Rapporteur spécial) signale que l'on a dit au Comité de rédaction que les différends en matière d'investissements, du fait qu'ils font intervenir les gouvernements, forment une catégorie à part.

Néanmoins, on pourrait, pour plus de simplicité, supprimer dans la deuxième phrase les mots « comme par exemple les différends en matière d'investissements ou de relations industrielles ou les conflits du travail ».

13. M. REUTER constate que, dans le paragraphe 2, trois positions sont en cause: limiter l'exception à l'arbitrage des contestations relatives à un contrat commercial; limiter l'exception à l'arbitrage des contestations relatives à une matière civile et commerciale, mais pas d'une façon large; limiter l'exception à l'arbitrage des contestations relatives à une matière civile et commerciale, en élargissant toutefois le champ de cette exception. Or, il suffisait d'expliquer qu'il y a deux possibilités et de mentionner les contrats commerciaux et les matières civiles et commerciales. L'exemple le plus important qui a été donné est celui de la responsabilité civile, qui a une importance essentielle en matière de navigation.

14. M. MAHIU dit que les trois positions reflétées peuvent l'être, même si l'on supprime les exemples. Il est d'ailleurs préférable de les supprimer, pour éviter de rendre compte d'opinions divergentes sur la question de savoir si le domaine des investissements est ou non contractuel. M. Mahiou propose donc de supprimer le membre de phrase « comme par exemple les différends en matière d'investissements ou de relations industrielles ou les conflits de travail ».

15. M. LACLETA MUÑOZ fait observer que, en dépit de ce qui est dit dans la première phrase, le projet d'article n'a pas pour objet de « traiter de l'arbitrage », mais bien de l'une des conséquences de l'arbitrage d'un différend.

16. Sir Ian SINCLAIR, rappelant la position qu'il a exprimée tant en séance plénière qu'au Comité de rédaction, souhaiterait voir maintenue la deuxième phrase du paragraphe. Pour donner satisfaction aux précédents intervenants, il suffirait de supprimer les mots « C'est pourquoi » au début de la troisième phrase.

*Il en est ainsi décidé.*

17. M. CALERO RODRIGUES propose de supprimer le mot « initialement » dans la dernière partie de la deuxième phrase.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 2, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

## Paragraphe 3

18. M. ARANGIO-RUIZ a des réserves au sujet de la terminologie employée au paragraphe 3, mais il lui suffira de faire consigner au compte rendu de la séance que le pouvoir de supervision n'est pas exercé en vertu des règles du droit international privé proprement dit d'un Etat, mais en vertu de ses règles de procédure civile internationale.

19. M. OUCHAKOV propose de remplacer les mots « la compétence d'un tribunal » par « la compétence que peut avoir un tribunal » dans la première phrase, et de supprimer les mots « disposé à l'exercer », dans la deuxième phrase.

*Il en est ainsi décidé.*

20. Selon M. Ouchakov, on pourrait aussi supprimer les mots « dans une procédure relative à un accord d'arbitrage », dans la première phrase.

21. M. BALANDA signale qu'à la fin de la première phrase du texte français il convient de lire « d'arbitrage ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 3, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

#### Paragraphe 4

22. Sir Ian SINCLAIR propose, dans la quatrième phrase, de remplacer les mots « s'en tiennent toujours au principe de la primauté de l'indépendance judiciaire, en maintenant un contrôle » par « continuent de maintenir un contrôle » et de supprimer les mots « sinon symboliques, ».

*Il en est ainsi décidé.*

23. M. McCAFFREY propose d'ajouter, à la sixième phrase, les mots « tout au moins dans certains pays, » entre « peut être exclu » et « du fait que les parties ».

*Il en est ainsi décidé.*

24. M. RIPHAGEN propose de supprimer les mots « et immédiatement exécutoires » dans la sixième phrase.

*Il en est ainsi décidé.*

25. M. MAHIU propose de supprimer, dans la première phrase, les mots « les Etats font maintenant de la surenchère pour amener les parties à choisir de faire arbitrer leurs différends sur leur territoire en offrant » et de dire simplement « les Etats offrent des conditions plus favorables et plus attrayantes à cette fin ». Il faut en effet éviter de porter un jugement de valeur sur le comportement des Etats.

26. M. REUTER souscrit à la proposition de M. Mahiou, qui a de surcroît l'avantage de ne pas laisser entendre que les Etats peuvent accomplir des actes de commerce. Le mot « surenchère » (le texte anglais emploie le verbe *to compete*) témoigne en effet d'une attitude proprement commerciale. Il faudrait aussi modifier la deuxième phrase, aux termes de laquelle: « L'un de ces avantages consiste à s'efforcer de réduire la possibilité d'un contrôle ou d'une ingérence des tribunaux. » Il n'est pas possible de parler d'une ingérence des tribunaux, et il n'est pas vrai que les Etats réduisent la possibilité d'un contrôle. Ils la maintiennent, mais offrent aux parties le moyen de s'en dispenser. Il faudrait donc dire plutôt que l'un de ces avantages consiste à « simplifier les procédures de contrôle » et à permettre aux parties de s'en dispenser.

27. M. LACLETA MUÑOZ, se référant à la cinquième phrase, ne voit pas comment on peut dire « il se peut que... le tribunal compétent en l'espèce... ne possède plus un tel pouvoir ». A son avis, un tribunal est compétent ou ne l'est pas. Il faudrait dire « Il se peut donc, dans un cas déterminé, soit que le tribunal compétent en l'espèce décline l'exercice de son pouvoir de supervision, soit qu'il n'existe pas de tribunal compétent... ».

28. M. ARANGIO-RUIZ trouve fort judicieuse les propositions de M. Mahiou et de M. Reuter, mais propose de simplifier davantage le texte en supprimant la deuxième phrase.

29. M. SUCHARITKUL (Rapporteur spécial) pense que l'on pourrait peut-être faire droit à certaines des objections soulevées, en remaniant la première phrase

afin d'éviter de parler des Etats qui font de la surenchère pour obtenir que les différends commerciaux soient arbitrés sur leur propre territoire. On pourrait aussi supprimer, au début de la troisième phrase, après le mot « Ainsi », les mots « pour se trouver mieux placés que d'autres centres d'arbitrage commercial ».

*Le paragraphe 4, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

#### Paragraphe 5

30. M. THIAM propose de remplacer, dans la première phrase, les mots « la soumission à l'arbitrage, qui est essentiellement commercial », par « la soumission à l'arbitrage commercial ».

31. M. SUCHARITKUL (Rapporteur spécial) dit que le début de la première phrase pourrait être rédigé comme suit: « Pour les raisons indiquées plus haut, la soumission à l'arbitrage commercial prévue dans le présent article constitue... ».

32. Sir Ian SINCLAIR signale que l'avant-dernier mot du paragraphe doit être en anglais *compromissory* et non pas *compromise*.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 5, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

#### Paragraphe 6

33. M. CALERO RODRIGUES propose de supprimer le mot « invariablement » dans la troisième phrase.

*Il en est ainsi décidé.*

34. Sir Ian SINCLAIR propose de supprimer, dans cette même phrase, les mots « ou l'entrée en vigueur ».

*Il en est ainsi décidé.*

35. M. LACLETA MUÑOZ signale que la première phrase du texte espagnol du paragraphe 6 est incorrecte: au lieu de *de un tribunal*, il faudrait dire *respecto de un tribunal*, ou *ante un tribunal*. Quant à la troisième phrase, il conviendrait de dire, au début, *Sólo dentro de esta esfera...* pour rendre l'idée exprimée dans les autres langues.

36. M. REUTER dit qu'il est contradictoire et inacceptable d'affirmer, au début du paragraphe 6, que « le fait de se soumettre à l'arbitrage ne constitue pas en soi une renonciation à l'immunité de juridiction ». C'est le fait de comparaître dans une procédure arbitrale qui ne constitue pas en soi une telle renonciation.

37. M. ARANGIO-RUIZ signale qu'il faudrait, dans le texte français de la première phrase, insérer l'article défini « la » entre les mots « l'immunité de » et « juridiction », pour ne pas donner à entendre que c'est le tribunal qui jouit de l'immunité.

*Il en est ainsi décidé.*

38. M. RIPHAGEN propose d'ajouter le mot « autrement » entre « tribunal » et « compétent », dans la même phrase.

*Il en est ainsi décidé.*

39. M. McCAFFREY propose de remplacer « Le fait de se soumettre à l'arbitrage » par « Le consentement à l'arbitrage », au début de la première phrase.

40. M. REUTER dit que l'expression *submission to arbitration*, employée dans le texte anglais, est de toute évidence ambiguë. Il est fréquent qu'un Etat assigné dans une procédure arbitrale compare pour signaler qu'il ne s'est pas soumis à l'arbitrage ou qu'il maintient expressément l'immunité. Ce n'est pas le fait de comparaître qui marque la renonciation par un Etat à son immunité de juridiction: encore faut-il que cette renonciation soit inscrite dans les termes des engagements qu'il a pris. Ce qui importe, c'est le droit d'un Etat de comparaître pour signaler à un tribunal que celui-ci n'est pas compétent. Si l'on n'accepte pas cette interprétation, on développera comme devant la CIJ la procédure du défaut: les Etats ne pourront plus se défendre, car s'ils se défendent pour dire que le tribunal n'est pas compétent, on en déduira qu'ils ont renoncé à leur immunité.

41. M. CALERO RODRIGUES, appuyé par M. KOROMA et M. REUTER, propose de remplacer, dans tout le paragraphe, l'expression «le fait de se soumettre à l'arbitrage» par celle de «consentement à l'arbitrage».

*Il en est ainsi décidé.*

42. M. REUTER dit que le texte français correspondrait mieux au sens du texte anglais si, dans la troisième phrase, le mot «domaine» était remplacé par «cadre».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 6, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

#### Paragraphe 7

43. Sir Ian SINCLAIR propose de supprimer la deuxième phrase, qui est répétitive et nuit à la compréhension de la première.

*Il en est ainsi décidé.*

44. M. RIPHAGEN propose, par voie de conséquence, de modifier comme suit le début de la troisième phrase: «Sont aussi exclus de l'application de l'article les types d'arbitrage...».

45. M. ILLUECA signale qu'il faudrait, dans le texte anglais de la première phrase, remplacer *national* par *natural*. De même, dans le texte espagnol, il serait préférable de remplacer l'expression *persona física*, qui risque de prêter à confusion, par *persona natural*.

46. M. LACLETA MUÑOZ propose de rédiger comme suit, en espagnol, le début de la troisième phrase: *Tampoco están incluidos...*

47. M. MAHIOU propose, pour établir le lien avec la première phrase après la suppression de la deuxième, de rédiger comme suit le début de la troisième phrase: «Ne sont pas visés les types d'arbitrage...».

48. Le PRÉSIDENT dit que le Secrétariat veillera à harmoniser, dans les différentes langues, les modifications qu'il faut apporter à la troisième phrase du fait de la suppression de la deuxième, et tiendra compte des diverses suggestions qui ont été faites.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 7, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

#### Paragraphe 8

49. M. CALERO RODRIGUES fait observer que le mot *type*, dans la deuxième partie de la première phrase du texte anglais, devrait être au pluriel.

50. Sir Ian SINCLAIR propose de rédiger comme suit la deuxième phrase: «Les arbitrages de ce type peuvent se conformer au règlement de la Chambre de commerce internationale ou à celui de la CNUDCI, ou obéir aux modalités prévues par d'autres organes d'arbitrage commercial institutionnalisés ou *ad hoc*.»

51. M. ARANGIO-RUIZ préférerait conserver l'idée que les arbitrages des types envisagés dans l'article peuvent prendre n'importe quelle forme.

52. Sir Ian SINCLAIR n'insistera pas sur sa proposition. On pourrait améliorer le texte, sans rien enlever au sens, en ajoutant, dans la deuxième phrase, les mots *arbitration under* entre *such as* et *International Chamber of Commerce*.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 8, ainsi modifié, est adopté.*

#### Paragraphe 9

*Le paragraphe 9 est adopté.*

*Le commentaire de l'article 20, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

*La deuxième partie de la section B, telle qu'elle a été modifiée, est adoptée.*

*La section B, telle qu'elle a été modifiée, est adoptée.*

*Le chapitre V du projet de rapport, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

#### CHAPITRE II. – *Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (fin\*)*

53. M. LACLETA MUÑOZ fait observer que, au cours du débat sur le chapitre II du projet de rapport (1933<sup>e</sup> à 1935<sup>e</sup> séances), les membres hispanophones de la Commission ont soulevé le problème de la traduction en espagnol du mot anglais *offence* (crime) par *delito*, problème que pose le titre même du chapitre II. Ce problème de terminologie, hérité des débats de la deuxième session de l'Assemblée générale, en 1947, devra être un jour réglé par la Sixième Commission de l'Assemblée générale. Pour l'instant, les membres hispanophones de la Commission souhaiteraient voir ajouter au titre du chapitre II une note de bas de page expliquant leur position sur ce point.

54. Le PRÉSIDENT dit qu'il sera tenu compte de cette suggestion.

#### CHAPITRE III. – *Responsabilité des Etats* (A/CN.4/L.390 et Add.1)

55. M. FLITAN (Rapporteur de la Commission) présente le chapitre III du projet de rapport (A/CN.4/L.390 et Add.1) et signale diverses fautes de frappe dans les textes des différentes langues.

#### A. – *Introduction* (A/CN.4/L.390)

##### Paragraphes 1 à 5

*Les paragraphes 1 à 5 sont adoptés.*

##### Paragraphe 6

56. Le PRÉSIDENT déclare que le rapport de la Commission sur sa trente-septième session doit se

\* Reprise des débats de la 1935<sup>e</sup> séance.

suffire à lui-même, et que le texte des douze projets d'articles présentés par le Rapporteur spécial dans son cinquième rapport (A/CN.4/380) devra donc être reproduit dans la note 11 de bas de page.

*Le paragraphe 6 est adopté compte tenu de cette observation.*

Paragraphes 7 à 15

*Les paragraphes 7 à 15 sont adoptés.*

Paragraphe 16

57. Le PRÉSIDENT suggère d'ajouter au début du paragraphe les mots « Au cours du débat de la Commission ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 16, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphes 17 et 18

*Les paragraphes 17 et 18 sont adoptés.*

Nouveaux paragraphes 18 bis et 18 ter et paragraphe 19

58. M. ROUKOUNAS suggère d'ajouter, à la fin du paragraphe 19, une phrase ainsi conçue: « La question du préjudice (dommage moral ou matériel) a été évoquée à propos de la réparation », étant entendu que le mot « préjudice » correspond à l'anglais *injury*.

59. M. ARANGIO-RUIZ rappelle qu'il a soulevé (1900<sup>e</sup> séance), au cours du débat général sur le sujet, la question de la distinction qu'il y aurait peut-être lieu de faire entre les diverses catégories d'Etats lésés. Il serait heureux de voir ce point mentionné immédiatement après celui que vient de soulever M. Roukounas.

60. Répondant à une observation de M. BALANDA, M. RIPHAGEN (Rapporteur spécial) dit que la question du choix d'un tracé différent pour le lit d'un cours d'eau a bien été évoquée à la Commission. Toutefois, par souci de simplification, il est prêt à supprimer le passage entre parenthèses à la fin de la première phrase du paragraphe 19.

61. D'autre part, le Rapporteur spécial acceptera volontiers d'ajouter deux brefs paragraphes, les paragraphes 18 bis et 18 ter, pour tenir compte des propositions de M. Roukounas et de M. Arangio-Ruiz.

*Les nouveaux paragraphes 18 bis et 18 ter, et le paragraphe 19, tel qu'il a été modifié, sont adoptés.*

Paragraphes 20 à 30

*Les paragraphes 20 à 30 sont adoptés.*

Paragraphe 31

62. Sir Ian SINCLAIR propose de remplacer, au début du paragraphe 31, les mots « La plupart des membres ont souscrit à l'idée dont s'inspire l'article 10, » par « L'idée dont s'inspire l'article 10 a recueilli l'assentiment général, ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 31, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 32

63. M. LACLETA MUÑOZ déclare que le texte espagnol du paragraphe 32 doit être corrigé, car on trouve à la fin une erreur de traduction qui, pour être évidente, n'en est pas moins grave.

*Le paragraphe 32, ainsi modifié dans le texte espagnol, est adopté.*

Paragraphe 33

*Le paragraphe 33 est adopté.*

Paragraphe 34

64. M. BALANDA juge malvenue la formule « la propriété de l'expression » dans le texte français du paragraphe 34. Il propose de la remplacer par les mots « la pertinence de l'expression ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 34, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 35

65. Sir Ian SINCLAIR propose de rédiger ce paragraphe comme suit: « L'objet fondamental de l'article 11 a été généralement accepté, mais le libellé des alinéas b et c du paragraphe 1 a suscité quelques doutes. »

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 35, ainsi modifié, est adopté.*

Nouveau paragraphe 35 bis

66. M. ARANGIO-RUIZ propose d'ajouter un nouveau paragraphe 35 bis ainsi conçu:

« On a dit qu'il faudrait peut-être prévoir des dispositions ménageant la possibilité d'une phase « intermédiaire » de notification et de pourparlers avant tout recours à des contre-mesures contre l'Etat auteur. »

Ce texte refléterait sa position de façon plus précise qu'elle ne l'est au paragraphe 57. Il proposera le moment venu la suppression du paragraphe 57.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le nouveau paragraphe 35 bis est adopté.*

Paragraphes 36 à 50

*Les paragraphes 36 à 50 sont adoptés.*

Paragraphe 51

67. Sir Ian SINCLAIR propose de remplacer « on a dit » par « certains membres ont dit ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 51, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphes 52 à 56

*Les paragraphes 52 à 56 sont adoptés.*

Paragraphe 57

68. M. ARANGIO-RUIZ propose de supprimer le paragraphe 57, pour les raisons qu'il a indiquées à propos du nouveau paragraphe 35 bis.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 57 est supprimé.*

Paragraphes 58 à 60

*Les paragraphes 58 à 60 sont adoptés.*

*La section A, telle qu'elle a été modifiée, est adoptée.*

**B. – Projet d'articles sur la responsabilité des Etats (deuxième partie du projet d'articles) [A/CN.4/L.390/Add.1]**

*Commentaire de l'article 5*

Paragraphe 1

69. M. ARANGIO-RUIZ, notant que l'Etat « auteur » est mentionné au singulier tout au long du paragraphe, alors que l'Etat « lésé » apparaît à la fois au singulier et au pluriel, propose, pour rendre le contraste moins évident, d'ajouter, dans la deuxième phrase, après les mots « s'établissent entre l'Etat « auteur », les mots « ou les Etats auteurs ».

*Il en est ainsi décidé.*

70. M. LACLETA MUÑOZ dit que, dans la troisième phrase du texte espagnol, il faut lire *el Estado* et non pas *al Estado*.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 1, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

71. M. YANKOV propose, dans l'intérêt d'une présentation uniforme, de renoncer, dans tout le commentaire, à souligner des mots uniquement pour en faire ressortir le sens.

*Il en est ainsi décidé.*

Paragraphe 2 à 5

*Les paragraphes 2 à 5 sont adoptés.*

Paragraphe 6

72. M. ARANGIO-RUIZ propose de remplacer les mots « des présomptions relatives touchant ce que les Etats, en tant que créateurs des règles « primaires », avaient en vue » par les mots « des présomptions relatives quant au contenu et au champ d'application des règles « primaires » en jeu ». Il n'y a pas lieu, à son avis, de remonter à la création des règles « primaires », surtout lorsqu'il s'agit de règles coutumières.

*La séance est levée à 18 h 10.*

## 1938<sup>e</sup> SÉANCE

*Vendredi 26 juillet 1985, à 10 heures*

*Président : M. Satya Pal JAGOTA*

*Présents :* le chef Akinjide, M. Arangio-Ruiz, M. Balanda, M. Calero Rodrigues, M. Díaz González, M. El Rasheed Mohamed Ahmed, M. Flitan, M. Francis, M. Illueca, M. Koroma, M. Lacleta Muñoz, M. Mahiou, M. Ogiso, M. Ouchakov, M. Riphagen, M. Roukounas, M. Tomuschat, M. Yankov.

### Projet de rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-septième session (*suite*)

#### CHAPITRE III. – Responsabilité des Etats (*fin*) [A/CN.4/L.390 et Add.1]

#### B. – Projet d'articles sur la responsabilité des Etats (deuxième partie du projet d'articles) [*fin*] (A/CN.4/L.390/Add.1)

*Commentaire de l'article 5 (fin)*

Paragraphe 6 (*fin*)

1. Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission est saisie d'une proposition de M. Arangio-Ruiz tendant à remplacer les mots « ce que les Etats, en tant que créateurs des règles « primaires », avaient en vue » par « le contenu et le champ d'application des règles « primaires » en jeu ».

2. M. RIPHAGEN (Rapporteur spécial) dit que la seule difficulté que présente cette proposition réside dans le fait que l'expression « présomptions relatives » se rapporte à des règles secondaires et non primaires.

3. M. LACLETA MUÑOZ partage l'avis du Rapporteur spécial et déclare ne pas très bien comprendre ce que recouvre l'expression « présomptions relatives », car il n'existe en droit que deux catégories de présomptions : les présomptions *juris tantum* et les présomptions *juris et de jure*. Il propose donc de dire simplement « présomptions ».

4. M. ARANGIO-RUIZ appuie cette proposition.

5. M. CALERO RODRIGUES suggère, pour tenir compte de l'observation du Rapporteur spécial, de se référer non pas au contenu et au champ d'application des règles primaires mais à l'intention qui y est exprimée.

6. Après une brève discussion à laquelle prennent part M. ARANGIO-RUIZ, M. RIPHAGEN (Rapporteur spécial) et M. TOMUSCHAT, le PRÉSIDENT suggère de modifier le paragraphe 6 comme suit :

« 6. L'article 5 ne peut donc établir que des présomptions quant aux conséquences juridiques correspondant à l'intention des « règles primaires » de par leur champ d'application et leur contenu. »

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 6, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 7 à 9

*Les paragraphes 7 à 9 sont adoptés.*

Paragraphe 10

7. M. CALERO RODRIGUES suggère de supprimer le mot « bilatéral », qui ne figure pas dans l'article 36 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, auquel le paragraphe 10 se réfère.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 10, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 11

8. M. LACLETA MUÑOZ, appuyé par M. DÍAZ GONZÁLEZ, dit que, dans le texte espagnol, il faudrait remplacer les mots *el fallo* par les mots *la parte dispositiva*. Cette observation vaut aussi pour le paragraphe 12 et l'avant-dernière phrase du paragraphe 13.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le paragraphe 11, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 12

9. M. ARANGIO-RUIZ estime que les mots « source » indépendante » et « créer de droits », qui figurent